



Scan de l'espace civique

Partout dans le monde, les citoyens réclament une plus grande ouverture, transparence, responsabilité et intégrité à tous les niveaux du gouvernement. Ils veulent que leurs gouvernements soient plus réactifs et collaborent de façon accrue avec les institutions du secteur public pour atteindre ces objectifs. Un espace civique solide facilite cette collaboration.

Qu'est-ce que l'espace civique?

L'espace civique est un ensemble de conditions juridiques, politiques, institutionnelles et pratiques nécessaires aux acteurs non gouvernementaux pour accéder à l'information, s'exprimer, s'associer, s'organiser et participer à la vie publique. Il se présente sous de nombreuses formes, telles que les lois protégeant la liberté d'expression, des politiques visant à promouvoir les organisations de la société civile, les bureaux de médiateurs indépendants qui contrôlent les décisions de l'exécutif, des portails répondant aux demandes de données au nom de la liberté d'information et des programmes de protection pour les journalistes et les défenseurs des droits humains.



Pourquoi un scan de l'espace civique?

Un scan de l'espace civique est une évaluation qualitative des lois, politiques, institutions et pratiques qui soutiennent le fonctionnement de l'espace civique dans les pays membres et partenaires de l'OCDE. Conçus pour protéger les libertés fondamentales et pour promouvoir les bonnes pratiques, les scans sont des études aisément accessibles qui comprennent des recommandations adaptées, opportunes et applicables pour aider les gouvernements à poursuivre leurs efforts pour protéger l'espace civique et répondre aux défis et aux opportunités en constante évolution qui existent.

Domaines de recherche



Les scans de l'espace civique fournissent aux gouvernement nationaux une analyse de l'environnement dans le but de déterminer s'il est propice à la participation civique à la gouvernance et à la vie publique. Les scans se concentrent sur 4 domaines clés :

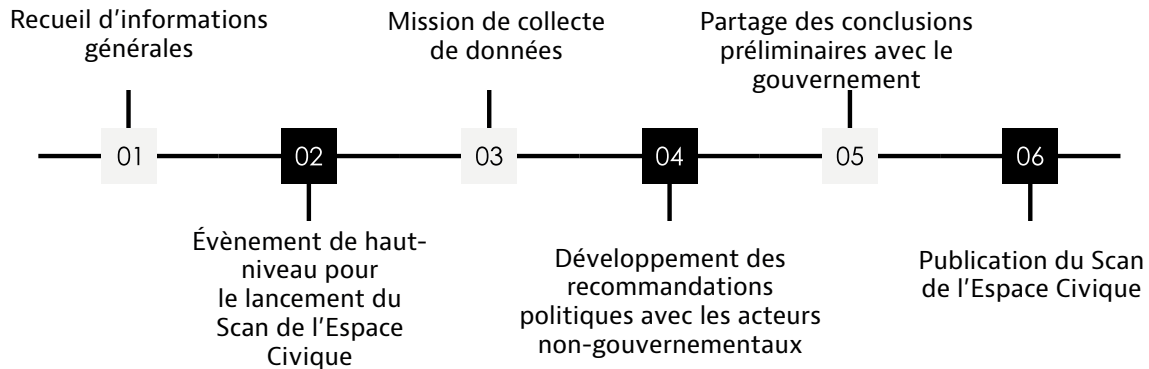
- Les droits et libertés civiques (accès à l'information; les libertés d'expression, de réunion et d'association; le droit à la vie privée ; le devoir de l'État de protéger ses citoyens) ;
- Les médias et les droits et libertés numériques ;
- L'environnement opérationnel favorable aux organisations de la société civile (OSC) ;
- Participation des citoyens/OSC (mécanismes utilisés, innovations).

Les analyses établissent un lien entre la protection de l'espace civique et les réformes du secteur public et couvrent des questions transversales clés, telles que l'inclusion, la non-discrimination, l'éducation civique et l'impact des lois d'exception, y compris celles introduites pour contrer le Covid-19. Réalisés par une équipe pluridisciplinaire, les scans fournissent un contexte comparatif international et sont basés sur un partenariat avec le gouvernement demandeur. Des pairs d'autres pays de l'OCDE y participent également, ce qui confère une légitimité supplémentaire aux conclusions.



Calendrier

Gérée par l'Observatoire de l'Espace civique, l'élaboration des scans prend entre 6 et 12 mois et comporte les étapes suivantes :

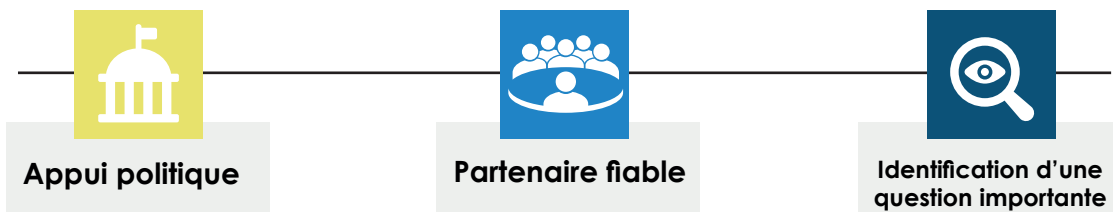


Des recommandations à l'action:

Procédure délibérative supplémentaire (optionnel)

Dans de nombreux pays, les gouvernements se tournent de plus en plus vers des processus délibératifs tels que les assemblées de citoyens, les jurys et les panels dans le but de recueillir les recommandations des citoyens afin de résoudre de problèmes sociaux complexes. Ces mécanismes, organisés sur au moins une journée et souvent sur le long terme, réunissent des individus choisis au hasard représentant un large éventail de la société pour apprendre, évaluer les différents arguments et développer des recommandations politiques collectives.

Dans le cadre de l'analyse de l'espace civique, l'OCDE aidera les gouvernements à mettre en place un processus de délibération représentatif sur l'espace civique afin de soutenir les efforts nationaux de réforme. Pour qu'une telle collaboration soit fructueuse, les conditions préalables suivantes doivent être remplies :



Les recommandations élaborées au cours d'une délibération sont appuyées par des preuves solides et une connaissance approfondie des citoyens. Elles peuvent aider les gouvernements à faire des choix difficiles. Le fait de donner le temps et les ressources nécessaires pour élaborer des propositions éclairées sur des questions complexes à un groupe représentatif de citoyens confère à ces processus une légitimité et peut renforcer la confiance du public dans le gouvernement. Cela peut également contribuer à contrer la polarisation et la désinformation.

Les recommandations qui en résulteront seront intégrées au rapport "Civic Space Scan" et largement diffusées par le biais de l'Observatoire de l'espace civique.



L'Observatoire
de l'espace civique
de l'OCDE

Intéressé(e) par le scan de l'espace civique?



alessandro.bellantoni@oecd.org /

claire.mcevoy@oecd.org

oe.cd/civic-space